

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : Poisat

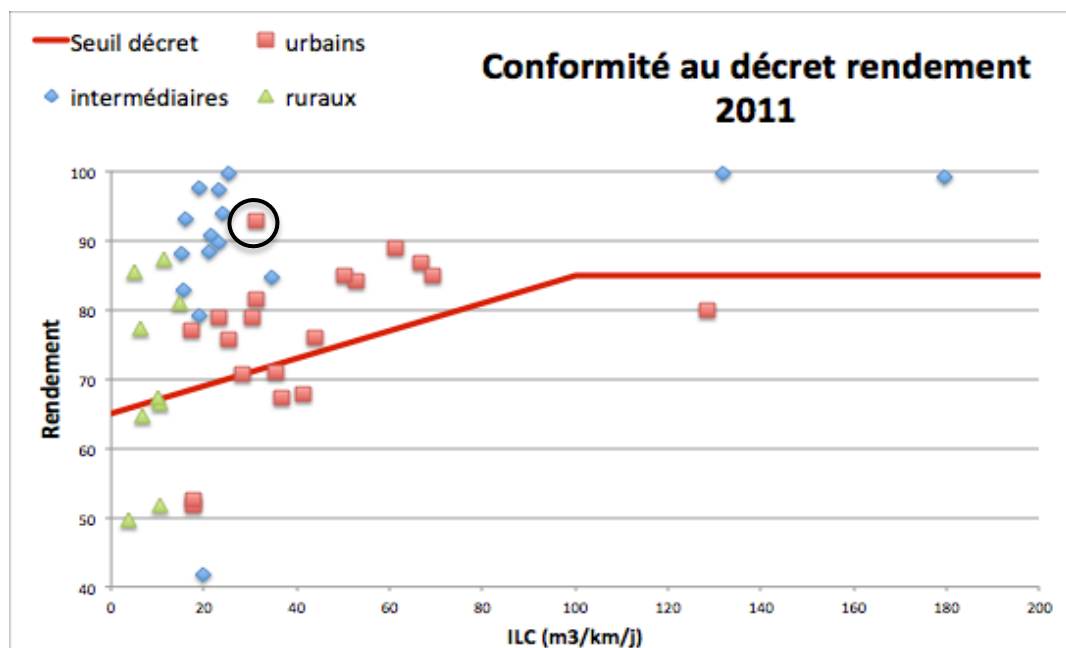
Type de collectivité : Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
Généralités Abonnés : 866 ILC : 31,3 m ³ /km/j Habitants : 2 114 Densité habitants* : 269 hab/km Mode de gestion : <i>affermage</i> Branchements : 815 Date de règlement de service : Volume entrant : 97 Mm ³ 2008 Volume facturé : 89 Mm ³ Linéaire de réseau : 7,872 km Installation de traitement : <i>non</i>	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m ³
Gestion Patrimoniale Ouvrages : 1 réservoir Nombre total de compteurs : 902 Pourcentage de compteurs +12 ans : 5,5 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 0,5 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 1,27 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i>	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
Performance Rendement* : 92,8 % Indice Linéaire de Pertes* : 2,4 m ³ /km/j	Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
Décret "rendement" : Niveau de connaissance du patrimoine : 60/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 71,3% Rendement 2011 : 92,8% rendement lissé sur 3 ans* : 92,6% <i>Graphe de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
Branchements en plomb : Nombre de branchements en plomb restant connus : 22 Evaluation du coût de remplacement* : 39 600 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : <i>non disponible</i>	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
Données financières Recettes réelles totales de fonctionnement: 49 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 49 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 0 année Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m ³) : 1,39 €/m ³ Evolution du prix depuis 2008* : 3,7 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

* calcul CEP, voir notice explicative

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Poisat est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie urbaine (triangles bruns). En 2011 son rendement était de 92,8% et dépassait de plus de 21 points le seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 89,2%. Le rendement semble donc stable depuis quelques années, probablement grâce aux quelques travaux de renouvellement menés sur le réseau (500m en 5 ans)

En 2011, le niveau de rendement satisfaisait pleinement aux exigences réglementaires.

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Poizat est de 2,4 m³/km/j, et paraît stable depuis quelques années (3,8 m³/km/j en 2008). En 2011, le réseau de Poizat présentait donc des fuites de faible importance.

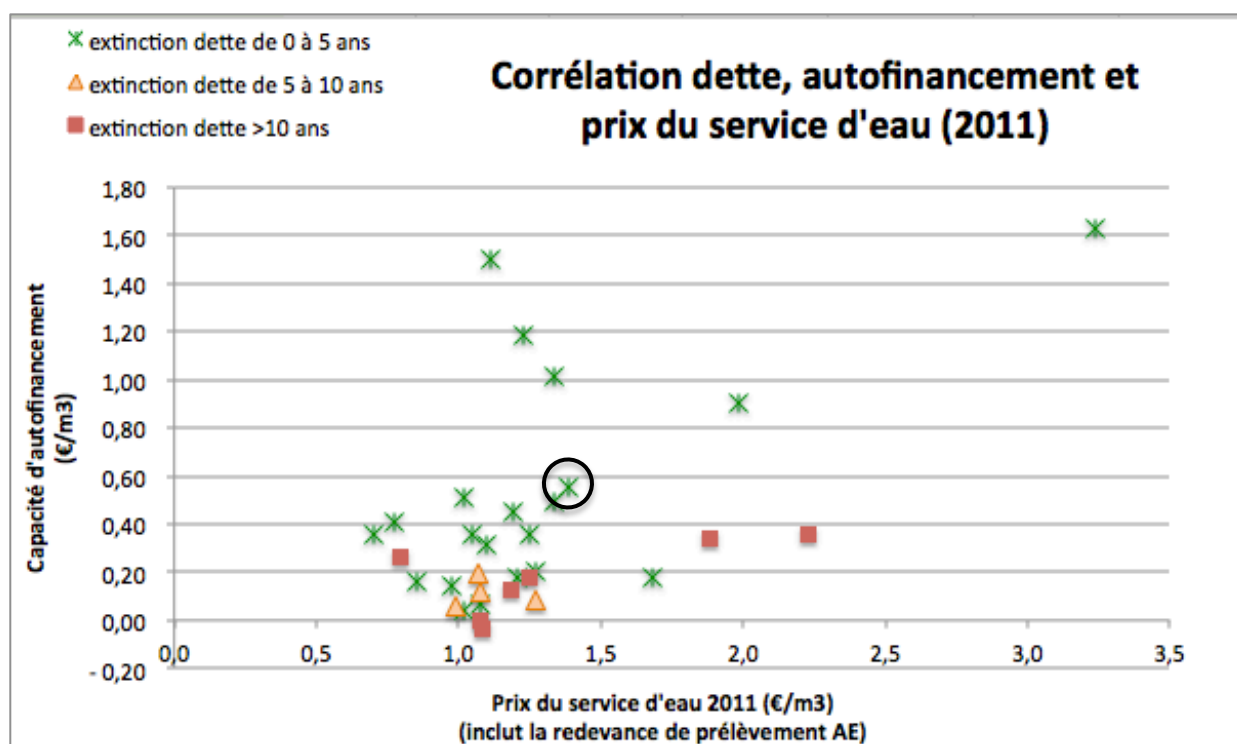
Avec ce niveau de performance, le service d'eau de Poizat peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. La connaissance du patrimoine par le service d'eau n'est pas exhaustive (60/100) et le service n'a pas connaissance de l'âge ou de la période de pose de ses conduites.

Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", cette connaissance permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

On notera enfin que seuls 22 branchements en plomb étaient connus sur le réseau au moment de l'enquête et que le parc de compteur est très jeune (5,5% des compteurs ont plus de 12 ans). A l'avenir, le service aura peut-être à faire face à un vieillissement simultané de nombreux compteurs (à vérifier à l'aide d'une pyramide des âges).

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Poisat est entourée.

Son extinction de dette est nulle (inférieure à 5 ans, étoile verte) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,55 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 1,39 €/m³.

Cela traduit *a priori* une assez bonne santé financière du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué est relativement élevé (le 6^e du territoire) mais il permet de dégager un autofinancement assez important de 55 cts/m³ facturés. Etant en affermage, la CAF est en effet constituée de la quasi-totalité des recettes.

Le niveau de dette est inexistant (0€ en 2011). On pourra corréler l'absence totale de dette au fait que le service d'eau a engagé peu de travaux de renouvellement entre 2008 et 2011 (0,5 km renouvelé).

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. L'autofinancement rapporté en m³ facturé semble important. Pour dégager davantage d'autofinancement, Poizat dispose d'une courte marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une grande marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.